

# «Le PTB ne vise que la déstabilisation»

La bourgmestre de Molenbeek Catherine Moureaux revient sur l'échec des discussions avec le PTB.

**MARTIN BUXANT  
ET MATHIEU COLLEYN**

Dans un long entretien avec L'Echo, la nouvelle bourgmestre de Molenbeek Catherine Moureaux dit sa «*désillusion*» par rapport à l'extrême gauche et au PTB, après avoir mené des négociations avec eux. «*Ils pratiquent la politique du pire, la politique de la déstabilisation, ils ne veulent pas gouverner*», regrette celle qui se présente comme une femme «*très à gauche*». «*Le PTB n'a aucune excuse: non seulement, je n'ai refusé aucune de leurs demandes, mais ils savent que je voulais réellement mettre en place cette forme de coalition avec le Parti socialiste, le PTB et Ecolo. Ils sont en campagne électorale pour 2019, et ils font cela sur le dos des Molenbeekois*», es-

time Catherine Moureaux.

Moureaux, qui a repris l'écharpe maïorale à la libérale Françoise Schepmans, va paradoxalement, donc, ouvrir un nouveau round de négociation avec le MR, Ecolo, DéFI et le cdH en vue de doter cette commune de 100.000 habitants d'une majorité. A Charleroi également, le bourgmestre Paul Magnette a sifflé la fin des tractations avec l'extrême gauche tandis que personne n' imagine sincèrement que le bourgmestre de Liège Willy Demeyer ne fasse pas de même.

Du coup, sur l'échiquier politique francophone, la question est de savoir si le PTB va pouvoir – comme il le fait habituellement – abattre la carte de la victimisation.

## «J'y ai cru, le PTB n'a aucune excuse»

### LES PHRASES CLÉS

«*Je n'ai refusé aucune des demandes du PTB.*

***S'ils disent le contraire, ce sont des mensonges.***»

«*La différence entre les communistes et les socialistes, c'est que nous respectons la propriété privée.*»

«*Les Molenbeekois sont angoissés.*»

## INTERVIEW

MARTIN BUXANT  
ET MATHIEU COLLEYN

O n va s'épargner les introductions du type «au nom du père», etc. Juste vous écrire qu'elle est là et bien là, Catherine Moureaux, la fille-de-qui-vous-savez, en bordure du canal, ce vendredi après-midi. Elle a commandé un thé à la menthe, elle sert quelques mains. Le nouveau bourgmestre de Molenbeek est «fatiguée», c'est elle qui le dit, l'ivresse de la victoire électorale a fait place aux palabres en vue de former une majorité politique dans cette commune bruxelloise de 10.000 habitants.

Son Parti socialiste est sorti victorieux du scrutin mais elle, la fille de gauche/gauche, n'a pu rallier l'extrême gauche à son idée de coalition. En clair: le PTB lui a claqué entre les mains et il s'agit de trouver une formule alternative. Ce à quoi elle travaille en ce moment-même.

Elle dit: «Il y a quand même un regret de ne pas avoir pu trouver une voie pour mettre en place cette majorité de gauche, qui est demandée par les Molenbeekois, et qui était possible. Avec le recul, je me dis que j'ai probablement été naïve. On s'est réuni avec le PS et Ecolo, on a eu de vraies discussions de fond, c'était assez enthousiasmant.» Mais ça a basculé et tant Ecolo que le PTB ont pris leurs petites affaires et ont dit non à cet attelage PS/PTB/Ecolo.

Les deux partis pointent le manque de volonté du PS en matière de bonne gouvernance. Catherine Moureaux s'insurge: «Mais c'est du vent tout ça! Il faut arrêter! Je pense que la vérité est que le PTB a déçu énormément de Molenbeekois qui sont maintenant très inquiets. J'ai énormément de retours de gens que je croise et qui se demandent où l'on va et si, à nouveau, comme en 2012, on va voler la victoire du Parti socialiste. Il y a eu un vrai traumatisme par rapport à 2012 dans cette commune et le PTB déçoit à toutes les réponses possibles par rapport à une vraie réponse de gauche.»

«Il y a une angoisse, assure-t-elle. Les gens se souviennent qu'il y a eu une alliance de trois partis pour tuer le Parti socialiste. Et aujourd'hui, ils veulent éviter ça.»

On lève un sourcil, ou deux.

«C'est pas intéressant ce que je dis?»

On dit: si, si.

«Ce qu'on voit tous à Molenbeek, c'est que

le PTB nous a menés en bateau. Un coup, ils ont dit oui, puis ils ont dit non sans aucune raison. Et c'est la démocratie qui en paie les pots cassés. Et les gens sont perdus.»

## «Le PTB, c'est du cinéma»

La naïveté, lui dit-on, c'est peut-être d'avoir pensé que le PTB allait effectivement monter dans un exécutif. Or tant à Charleroi qu'à Molenbeek, on constate qu'il n'en est rien. «Mais ici, à Molenbeek, la situation est un peu différente dans la mesure où le PTB était vraiment nécessaire pour constituer une majorité. C'était l'occasion pour le PTB de se légitimer comme parti, de prouver qu'ils étaient capables de gérer, donc moi, j'y ai cru sincèrement.» Elle liste les demandes du PTB auxquelles elle a accédé, entre autres sur la construction de 1.000 nouveaux logements publics sur la législation dans la commune. «Je suis pour et c'est une demande légitime, on allait y arriver, on pouvait s'assigner cet objectif ambitieux. Par ailleurs en matière de gouvernance, on avançait très loin. En fait, je vous le dis: je n'ai dit non à aucune des demandes du PTB et j'ai ouvert plein de portes. Ils ont un seul agenda en tête: un agenda national, ils sont en campagne électorale pour 2019 et ils font cela sur le dos des Molenbeekois.»

Elle dit avoir refusé, cependant, que le PS soit minorisé dans le collège communal. «On en serait arrivé à ce qu'ils désignent mes échelons, là, j'ai dit non. Le PTB a 7%, à un moment, c'est gentil, le PTB est mignon, mais dans les discussions sur la gouvernance, tout se passait entre le PS et Ecolo, le PTB ne disait rien du tout, à part se cacher dans le sillage d'Ecolo. Et quand Ecolo a pointé certaines personnes dans le casting socialiste, le PTB a embrayé. On lance des choses en l'air sans rien prouver, le PTB, c'est du cinéma, des prétextes sans arrêt. C'est la campagne électorale de 2019.»

«Je sors de la désillusion, d'entendre des mensonges sans arrêt proférés sur le dos des socialistes. C'est lamentable ce qui se passe.» Et elle enchaine: «Le PTB déforce la gauche, c'est l'évidence ici à Molenbeek. Le problème au PTB, c'est qu'ils posent souvent de bons diagnostics – sur lesquels je peux les rejoindre – mais que les solutions qu'ils proposent sont des slogans. Ici, on l'a montré. Quand on passe au «comment», quand on passe à la légalité et au respect de l'Etat de droit, le PTB n'est plus crédible.»

On lui demande un exemple. Elle sort celui du logement. «Le PTB pose le constat qu'il y a un problème de gentrification à Molenbeek

et que certains logements deviennent chers. Le diagnostic est partagé. Le PTB dit alors: on doit obliger tous les investisseurs privés à construire du logement public. Tout investisseur privé qui a plus de 17 logements privés à Molenbeek doit donner un tiers de ses logements au social et un tiers à des logements moyens. Donc, il reste un tiers pour le privé. Je partage l'objectif qu'il n'y a pas davantage de logements publics, mais je m'inquiète que ce dispositif ne soit pas légalement possible et que les charges d'urbanisme ne peuvent pas être mises à la carte comme le souhaite le PTB. Je le leur ai dit mais ils soutiennent le contraire et prétendent pouvoir le faire. Ce n'est simplement pas légal. Chaque fois que j'ai abordé le côté légal de leurs propositions, ils ne répondaient pas.»

## «Dans le slogan en permanence»

Le PTB est donc en marge de l'Etat de droit? demande-t-on. Elle temporise. Elle mange le petit biscuit qui accompagne son thé à la menthe. Et elle dit: «Vous allez trop loin. Ils sont dans le slogan en permanence et aujourd'hui, tout le monde le comprend. C'est bien beau de rêver quand on est au Parlement, etc., mais au niveau communal, on est dans l'application, on est dans l'ultra quotidien des gens. Le PTB peut se permettre de rêver aux autres niveaux de pouvoir, mais ici, à la commune, il faut mettre ses mains dans le cambouis, et ça, il refuse de le faire. Le PTB a manqué une opportunité, je suis quelqu'un de gauche et le PTB pouvait avoir confiance en moi.»

Alors, on lui demande quelle est la différence entre son socialisme et le communisme. Et elle répond ceci: «La propriété privée, déjà. La reconnaissance de la complexité belge: je ne suis pas révolutionnaire dans le sens où ils le sont. Je pense comme eux qu'il y a une urgence sociale et qu'il faut la rencontrer. Mais je ne pense pas qu'il faille pratiquer une politique du pire, une politique de la déstabilisation, inciter les jeunes à la révolte. C'est la politique de la parlotte et des slogans mais ils n'agissent pas. Je suis déçu.»

En laissant le PTB sur le côté, vous ne risquez pas de le faire gonfler et gonfler encore? «Mais ce n'est pas moi qui les laisse dehors! Ils partent! J'ai tout fait pour que ça marche et je me suis pris un claquement dans la gueule. Je n'avais encore dit non à rien venant du PTB, ce qui ne veut pas dire que je n'allais dire non à rien.» Ok, mais vous voulez absolument être majoritaire dans le collège, place-t-on, assez péniblement car elle tient à pla-

cer toutes ses punchlines. «Ça c'était à Ecolo. Le PTB n'avait pas fait cette demande.»

Comment, le PTB mentirait alors? «Ils mentent sur une chose très évidente. Ils produisent une note de négociation qui n'est pas la note de négociation, c'est quand même magnifique! Ils l'ont retravaillée cette nuit, ils ont rajouté tout un tableau et toutes sortes de références. Ils ont intégré le fruit de nos discussions de lundi, des montants, comme s'ils les avaient toujours eus. Ils ont intégré des phrases de Sarah Turine, des phrases de Catherine Moureaux dans leur note de négociation. Ça c'est la transparence made in PTB, l'éthique made in PTB. C'est juste mignon.» Elle continue sur sa lancée. «Ils ont vu que leur histoire de gouvernance, ça marchait moyen et ils essayent de rattraper le coup en

montrant tout ce que j'ai refusé. Sauf que je n'ai rien refusé.»

Mais la manipulation, c'est dans le corpus idéologique du communisme. La propagande, c'est un outil comme un autre pour les «cocos». «Je ne vais pas commenter cela... je ne dirais pas cela.»

## «J'ai fait le job entre les deux partis»

Passons, alors, à Ecolo, c'est une vraie déception? «Non. Ecolo n'était pas numériquement nécessaire, ils ont préféré ne pas y aller. Ils ont trouvé une explication pour ne pas y aller et ils ont été corrects. J'ai été étonnée de leurs arguments sur la gouvernance. Ils ont mis 19 propositions sur la table, j'en ai refusé deux.»

Ecolo dit qu'il y en a quatre. «Renoncer à la majorité dans le collège, j'ai dit non tout de suite. Ils demandaient une présidence du conseil communal autre que le bourgmestre. J'ai dit que ce n'était pas ce que je préférerais vu que ça s'est mal passé avec le précédent président du conseil. Mais je n'ai pas dit non. Ils voulaient choisir mes échelons, ce que je n'ai pas accepté. Je me suis engagée à faire un casting nickel mais je ne veux pas écrire dans la déclaration de politique que je ne veux pas mettre telle ou telle personne à tel poste. Ça c'est non. La quatrième chose, c'est la représentation des associations dans les organes dépendant de la commune. Je n'ai pas dit non, j'ai dit simplement qu'il fallait évaluer la situation là où on l'avait fait avant de généraliser le système. J'ai même proposé de l'écrire. Les deux choses que j'ai refusées sont à la limite de la démocratie. Le PS venait avec cinq mesures de gouvernance, le PTB quatre ou cinq et Ecolo, 19. On

était d'accord sur 20, avez déjà vu cela ailleurs? Il n'y a aucune commune où cela existe.»

Et sur la réduction de la rémunération des bourgmestres demandée par le PTB? «Il y avait une formule un peu plus compliquée, je leur ai dit que je n'étais pas sûre que c'était possible au regard de la loi. J'ai une analyse juridique qui montre que c'est extrêmement compliqué. Pourquoi? Parce qu'on peut s'engager moralement mais on ne peut pas forcer les gens à le faire. J'ai fait le job entre les deux partis. Il y a eu pleins de «oui», mais il y a aussi des questions de légalité, et on avait convenu de se revoir le jeudi avec des solutions. C'est normal, c'est comme cela qu'on fait dans des négociations.»

On indique que le PS souffre peut-être de son image clientéliste et paternaliste, elle coupe la question pour dire «ça c'est clair, cela fait recette». Comment compte-elle faire pour sortir de cette situation? «Cela existe dans le discours des adversaires politiques, oui. Mais je l'ai dit, je n'ai de leçon d'éthique à recevoir de personne. Je suis la seule parlementaire qui a refusé ses indemnités, pas parce que j'ai plein de sous, mais parce que je respecte la philosophie de cette loi qui est faite pour protéger les ouvriers qui perdent leur boulot après avoir fait de la politique. J'ai quitté le Parlement, j'avais déjà un boulot au cabinet de Rachid Madrane. Mes en-

gagements éthiques sont de vrais engagements, ce ne sont pas des blagues et ils le savent très bien. Je pense que c'est du prétexte.»

## «Ça n'avait aucun sens de faire autrement»

Résultats des courses, vous allez devoir remettre en selle Françoise Schepmans et les

libéraux? «Je vais rencontrer les quatre partis qui restent et avec lesquels je suis susceptible de former une majorité, je vais revoir mes élus et les instances de ma section.» Pas de regret de ne pas avoir fait un petit tour de table avec tout le monde avant de se lancer avec Ecolo et PTB? Le MR peut dire qu'il a été snobé et qu'on vient le récupérer quand la négociation part en vrille. «C'est gentil de leur part. Mais je ne regrette rien du tout. Parce qu'il faut respecter les citoyens, ils ont voté pour le changement. Ils n'ont pas voté pour le MR, pour repartir avec Ecolo ou le cdH qui perd la moitié de ses voix et de ses sièges. Ça n'avait aucun sens de faire autrement.»

Ce n'est pas antinomique de devoir travailler avec la droite, pour une femme de gauche comme vous? Vous voilà dépendante des autres? «Dans mon programme de majorité il sera tenu compte de manière équilibrée des demandes de chacun...»

Et humainement avec Françoise Schepmans, ça se passe comment? «Ça se passe bien il n'y a aucun problème.» Dont acte, comme on dit.

On embraye, que proposez-vous pour vous défaire de cette stigmatisation de Molenbeek? «Je compte sur la jeunesse pour nous tirer de cette image. On a des talents dans la culture, en humour, en cinéma, en théâtre. On doit les soutenir. Ça, c'est ce qui va changer l'image de la commune.» Et en matière de déradicalisation. «On va suivre les recommandations de la commission attendants sur tout ce qu'on peut faire au niveau local. Le plus important, c'est de renforcer la police de proximité. C'est d'avoir à nouveau des agents de quartier pour entretenir

la cohésion sociale et la compréhension de la situation.» On réplique qu'il y a eu des effectifs supplémentaires. «Il n'y a pas d'agents de quartier, il faut plus de six mois pour se faire domicilier, cela veut dire que des gens ne peuvent accéder à un emploi ou une formation parce que la commune trahie.»

D'accord, mais où en est-on dans tout cela? Françoise Schepmans dit que des mosquées clandestines ont été fermées, est-ce que le travail a été fait? «J'espère qu'elle a bien travaillé, que voulez-vous que je vous dise. Je n'en suis rien, je ne connais pas ces mosquées clandestines, j'entends comme vous ce que dit Madame Schepmans dans la presse. Moi, je ne suis pas où elles sont et je ne sais pas ce qu'elle en a fait. Si elle les a fermées, c'est que le travail est fait.»

Et voilà le discours de campagne qui ressort. «Cette majorité a fait du mal aux Molenbeekois. Elle n'a pas réussi à comprendre leurs besoins. Ils ont cassé le service qui devait capter les subsides. Il n'y en a plus! Il n'y en a plus! Parce qu'ils n'ont pas compris l'importance que cela avait, parce qu'ils ont confié cette mission à un échec qui a très mal géré son département de l'avis de tous, y compris dans la majorité.»

Elle parle de l'échevin du développement urbain mais elle regarde l'heure aussi. Il y a 15 minutes, elle nous avait dit qu'elle n'avait plus que quatre minutes à nous consacrer: elle se lève en parlant, enfle son manteau, paye deux thé à la menthe et quitte le café précipitamment pour aller négocier.

Et sortir de l'ornière qui «angoisse» tant de Molenbeekois. Sinon, le canal est toujours là.